
Les diplomates de la Cour d'Espagne auprès des XIII cantons et des Grisons au XVII^e siècle

Andreas Behr

**Édition électronique**

URL : <http://journals.openedition.org/edl/264>

DOI : 10.4000/edl.264

ISSN : 2296-5084

Éditeur

Université de Lausanne

Édition imprimée

Date de publication : 15 septembre 2010

Pagination : 163-180

ISBN : 978-2-940331-23-9

ISSN : 0014-2026

Référence électronique

Andreas Behr, « Les diplomates de la Cour d'Espagne auprès des XIII cantons et des Grisons au XVII^e siècle », *Études de lettres* [En ligne], 3 | 2010, mis en ligne le 15 septembre 2013, consulté le 18 décembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/edl/264> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/edl.264>

© Études de lettres

LES DIPLOMATES DE LA COUR D'ESPAGNE AUPRÈS DES XIII CANTONS ET DES GRISONS AU XVII^e SIÈCLE

Au XVII^e siècle, six membres de la famille Casati faisaient office de représentant de la cour d'Espagne auprès du Corps helvétique et des Grisons. Cette monopolisation d'un poste d'ambassadeur par une seule famille est un phénomène exceptionnel dans la politique extérieure espagnole. L'analyse montre que c'était en premier lieu le vaste réseau dont disposaient les Casati dans les cantons confédérés, à Milan et à la cour de l'archiduc d'Autriche qui rendait ces patriciens milanais relativement indépendants et indispensables au service espagnol dans le territoire de la Suisse actuelle. Leur intégration à Lucerne, lieu de l'ambassade, a culminé en 1680 avec l'admission d'Alfonso au patriciat local.

Introduction

Au XVII^e siècle, dans le territoire de la Suisse actuelle, le poste de diplomate espagnol semble avoir été réservé à la famille Casati. Peu importe si l'on consulte les recès de la Diète fédérale ou la correspondance entre les cantons et l'Espagne : c'est, à quelques exceptions près, toujours un membre de la famille Casati qui fait office d'« Embajador ». Or, une transmission de cette envergure du poste de diplomate dans un même territoire au sein d'une même famille n'a pas d'équivalent à l'époque moderne¹ : la cour espagnole concevait en effet la diplomatie comme

1. Didier Ozanam nomme pour le XVIII^e siècle l'exception de la famille Besso Ferrero Fiesco dont étaient issus cinq diplomates en trois générations ; ils étaient cependant affectés à différents pays. D. Ozanam, *Les diplomates espagnols du XVIII^e siècle*, p. 34.

partie d'un *cursus honorum*, ce qui excluait la pratique de l'hérédité². En outre, le diplomate était généralement suspecté de collaborer avec la population locale, car il menait ses activités dans le cadre de relations de don et de contre-don. Cet article se propose donc d'examiner par quels moyens une famille lombarde a su, contre les habitudes, monopoliser le poste de diplomate espagnol auprès des XIII cantons et des Grisons tout au long du XVII^e siècle. Mettant l'accent sur la question de la nomination et des titres, la défense des intérêts et les capacités des ambassadeurs, la présente contribution se focalisera sur un aspect particulier, celui des modalités de recrutement.

Les activités et les circonstances de vie de la branche suisse de la famille Casati ne sont bien connues que dans le cas du premier des représentants espagnols, Alfonso, tandis que les informations sur ses petit-fils et arrière-petit-fils se limitent à des contributions biographiques plus ou moins brèves et parfois contradictoires³. La présente contribution n'a pas pour but de combler cette lacune. Il s'agira dans un premier temps plutôt de récolter les renseignements les plus importants sur les différents représentants de la famille, afin de discuter dans un second temps des modalités de recrutement sur la base des questionnements de la nouvelle histoire diplomatique.

1. « Insuetum per iter »⁴ – la famille Casati

La famille Casati comprenait plusieurs branches et faisait partie, à l'époque moderne, des familles les plus importantes de la Lombardie. Après l'accession au pouvoir des Espagnols, les Casati, tout comme d'autres familles de la région, ont su s'intégrer dans le système de la

2. H. von Thiesen, « Aussenpolitik im Zeichen personaler Herrschaft », p. 46-51.

3. *HBLS*, « Casati »; F. Calvi, « Storia e Genealogia della Famiglia Casati »; A. Borromeo, « Casati »; R. Bolzern, *Spanien, Mailand und die katholische Eidgenossenschaft*; H. Reinhardt, *Die Correspondenz von Alfonso und Girolamo Casati*; E. Rott, *Histoire de la représentation diplomatique de la France auprès des cantons suisses, de leurs alliés et de leurs confédérés*. Jusqu'à présent, il manque toutefois une vue d'ensemble des activités de la famille dans le territoire de la Suisse actuelle.

4. Selon Calvi, Alfonso, le premier envoyé de la famille, avait fait graver cette devise sur son sceau en référence à son poste d'envoyé. F. Calvi, « Storia e Genealogia della Famiglia Casati », table XII. Traduit librement : « Sur des chemins inhabituels ».

monarchie ibérique par l'exercice de charges au sein des nouvelles structures administratives⁵. La nomination en 1594 d'Alfonso Casati au poste d'envoyé auprès de la Confédération helvétique et par là l'instauration d'une dynastie de quatre générations se présente donc comme le résultat d'une stratégie familiale couronnée de succès.

Né en 1565 d'une mère appartenant à la noblesse espagnole et d'un père qui sera plus tard trésorier général de Milan, capitaine aux services de l'Espagne et de la Savoie, docteur en droit et, à partir de 1587, décurion au collège des 60, Alfonso Casati est nommé envoyé ordinaire auprès des cantons catholiques de la Confédération à seulement 29 ans⁶. Après un bref séjour à Altdorf, où son prédécesseur Pompeo della Croce avait résidé, Alfonso installe son ambassade à Lucerne. Néanmoins, plusieurs missions le mènent aux Ligues grisonnes⁷. Pour couvrir les dépenses engendrées par l'ambassade, Alfonso a recours à la pension annuelle de 1 000 *scudi* ainsi qu'aux fructueux et prestigieux titres de questeur du *magistrato delle Entrate straordinarie* (décerné en 1601) et du *capitano custode del parco di Pavia* (décerné en 1604)⁸. Le 28 mai 1621, peu avant la mort d'Alfonso, le roi d'Espagne le dote de terres et du titre de comte de Borgo Lavizzaro⁹.

Nous ne connaissons pas la date exacte du remplacement d'Alfonso par son fils Gerolamo. Il est certain, cependant, que Gerolamo s'occupait de la correspondance diplomatique avec l'archiduc Léopold V à partir de fin mars 1621 et qu'il jouissait des subsides provenant de Milan à partir de mai de cette même année¹⁰. Le 7 octobre 1621, il est nommé envoyé *ad interim*; deux ans plus tard, en août 1623, le statut

5. Concernant les structures, voir D. Sella e C. Capra, *Il Ducato di Milano dal 1535 al 1796*, p. 21-59; A. Wendland, *Der Nutzen der Pässe und die Gefährdung der Seelen*, p. 85-90.

6. Borromeo parle d'une «famiglia spagnola trapiantata in Lombardia». A. Borromeo, «Casati», p. 211. Concernant la nomination voir également R. Bolzern, *Spanien, Mailand und die katholische Eidgenossenschaft*, p. 39. Les lettres de créance portent la date du 7 septembre 1594.

7. H. Reinhardt, *Die Correspondenz von Alfonso und Girolamo Casati*, p. IX.

8. A. Borromeo, «Casati», p. 212. Concernant la charge de *custode* voir F. Calvi, «Storia e Genealogia della Famiglia Casati», table XII.

9. R. Bolzern, *Spanien, Mailand und die katholische Eidgenossenschaft*, p. 43.

10. H. Reinhardt, *Die Correspondenz von Alfonso und Girolamo Casati*, p. LIV.

d'envoyé « ordinaire » lui sera attribué¹¹. Durant sa courte activité en Suisse – il meurt le 8 avril 1624 à l'âge de 30 ans après une brève maladie – Gerolamo excelle avant tout dans les négociations sur le statut de la Valteline. C'est alors Carlo Emanuele, le second fils d'Alfonso né autour de 1600, qui défend les intérêts familiaux. Dans les années 1620, Carlo Emanuele sert en tant que capitaine dans l'armée de l'archiduc Léopold V. Des difficultés financières obligent la famille à vendre leur palais à Monza et à se rattacher plus étroitement à la cour dudit archiduc¹². En outre, en automne 1624, Carlo Emanuele n'est pas nommé au poste d'envoyé auprès des cantons confédérés. Malgré les recommandations de la part de Léopold et des cantons catholiques, Philippe IV opte pour Marc-Claude Rye, marquis de Dogliani, et lui attribue le statut d'ambassadeur extraordinaire¹³. Dogliani occupe ce poste jusqu'en juillet 1629, moment où Carlo Emanuele, bien que déjà nommé en 1625 successeur du marquis, prend la relève¹⁴. Sous Carlo Emanuele, le capitulat de Milan sera renouvelé en 1634 ; en raison de l'intégration de la Franche-Comté à l'alliance défensive entre les cantons catholiques et les Habsbourg, ce pacte constituera un problème permanent dans la diplomatie espagnole auprès des XIII cantons pendant les décennies suivantes. Selon Agostino Borromeo, Carlo Emanuele, pour des raisons financières, avait refusé d'accepter le prestigieux poste de conseiller privé à Milan et préféré garder celui d'ambassadeur. Il demeure à Lucerne jusqu'à sa mort en juin 1645¹⁵. C'est alors Francesco, né en 1610 comme quatrième enfant d'Alfonso, qui succède à son père et à ses frères au poste de diplomate espagnol. Curieusement, il débute sa carrière à Coire, où l'Espagne installe en 1639 pour la première fois une résidence ordinaire auprès des Ligues grisonnes, tandis que Carlo Emanuele garde

11. A. Borromeo, « Casati », p. 256. Le 14 novembre de cette même année, Gerolamo succède à son père au poste de questeur du *magistrato delle Entrate straordinarie* – ainsi, cette source de revenus restait dans la famille.

12. H. Reinhardt, *Die Correspondenz von Alfonso und Girolamo Casati*, p. LXXIV-LXXV.

13. Concernant les lettres de recommandations voir *Ibid.*, p. LXXV. Les lettres de créance avaient été, selon Reinhardt, émises le 10 septembre 1624. Concernant Dogliani voir *Ibid.*, p. LXXXI-LXXXII.

14. A. Borromeo, « Casati », p. 223. Entre 1624 et 1629, Carlo Emanuele Casati servait en Flandre.

15. *Ibid.*, p. 225. Borromeo souligne que le poste de conseiller privé n'était pas rémunéré, circonstance qui influença probablement la décision de Casati.

son poste à Lucerne¹⁶. Francesco réussit durant cette même année à conclure un nouveau capitulat, par lequel il consolide l'hégémonie espagnole aux Grisons. En 1645, il remplace son frère à Lucerne et apparaît comme ambassadeur ordinaire à la Diète de Baden en juin 1646¹⁷. Francesco exerce alors la double fonction d'ambassadeur respectivement d'envoyé auprès des cantons catholiques et auprès des trois Ligues grisonnes. Depuis Coire, il tente de maintenir l'axe habsbourgeois entre Milan et le Tyrol contre les tentatives de la République de Venise et de la France de gagner de l'influence dans les Grisons. Cependant, en 1663, Francesco est confronté au renouvellement de l'alliance entre la France et les XIII cantons ; cette alliance, entre autres par l'omission de la clause de neutralité entre le Duché et le Comté de Bourgogne, apparaît comme un revers majeur pour la diplomatie espagnole en Suisse.

Le 17 novembre 1663, le neveu de Francesco, Alfonso, lui succède au poste à Coire, tandis que Francesco s'occupe de l'ambassade auprès des cantons catholiques jusqu'à sa mort le 31 mars 1667¹⁸. Dans l'attente de cette nomination, Alfonso, fils de Carlo Emanuele et de Margheritta Besozza né en 1626 et élevé principalement à Lucerne¹⁹, avait déjà été actif dans le service diplomatique. A partir de 1648, Alfonso apparaît aux Diètes aux côtés de son oncle et, un peu plus tard, il figure régulièrement comme son remplaçant à Coire et est chargé de missions extraordinaires à Innsbruck. Alfonso apparaît également comme envoyé au service de l'archiduc d'Autriche²⁰. Après la mort de son oncle, il exerce

16. *Ibid.*, p. 238. Pour la première fois au XVII^e siècle, l'Espagne disposait d'un représentant à Lucerne et à Coire.

17. J. Kaiser, *Antliche Sammlung der ältern Eidgenössischen Abschiede*, t. 5, vol. 2, p. 1393. En 1650, Francesco est devenu questeur du *magistrato delle Entrate straordinarie*. Voir A. Borromeo, « Casati », p. 239.

18. H. Reinhardt, *Die Correspondenz von Alfonso und Girolamo Casati*, p. LXXXIII.

19. A. Borromeo, « Casati », p. 214. Alfonso, après avoir visité le collège jésuite à Lucerne, s'est acquis des honneurs militaires au service espagnol. A la mort de son père en 1645, il a hérité de la charge lucrative de *custode* du parc de Pavia ; deux ans après la mort de son frère, le 9 février 1669, il est devenu questeur du *magistrato delle Entrate straordinarie*.

20. Concernant la mission à Innsbruck voir *Ibid.*, p. 214. Concernant les services à l'archiduc voir L. Bittner und L. Gross, *Repertorium der diplomatischen Vertreter aller Länder seit dem Westfälischen Frieden*, p. 368.

la double charge à Coire et à Lucerne²¹. Durant son mandat, le conflit autour de la Franche-Comté est déclenché et se termine en 1674 par l'annexion de la province par Louis XIV, alors qu'Alfonso et l'Espagne ressortent perdants. Toutefois, le 16 novembre 1680, trois mois avant sa mort, Alfonso Casati reçoit l'honneur tout à fait inhabituel pour un diplomate étranger d'être admis au patriciat de Lucerne²².

Né probablement en 1652 à Milan, Carlo, le fils d'Alfonso, est le dernier des Casati en Suisse. En 1675, son père envoie une lettre au Roi d'Espagne et le prie de bien vouloir octroyer la charge de questeur à son fils Carlo²³. Il est probable que Carlo ait assisté son père à partir de 1677 ; à la mort de celui-ci, les cantons catholiques ainsi que l'évêque de Constance formulent, à travers une lettre envoyée à Madrid et à Milan, le souhait de voir succéder le jeune Carlo à son père au poste d'ambassadeur. Néanmoins, l'entreprise se révèle infructueuse : en 1681, c'est le comte Giovanni Francesco Arese qui succède à Alfonso Casati, et en 1683, le marquis Enea Crivelli prend la relève. A la demande de Crivelli lui-même, celui-ci sera rappelé de Lucerne trois ans plus tard ; finalement, Carlo Casati est nommé le 17 juin 1686 ambassadeur ordinaire auprès des cantons catholiques et des Ligues grisonnes²⁴. Les affinités avec les Habsbourg autrichiens que développe Carlo par la suite correspondent entièrement aux traditions de la famille. Ainsi, le diplomate espagnol représente les intérêts de l'empereur Léopold I^{er} à la Diète de Baden en juillet 1691²⁵. Cependant, à la mort de Charles II d'Espagne, Carlo décide de rester aux services de l'Espagne – et de ce fait, il change de camp pour entrer au service du Bourbon Philippe V, qui l'accrédite en 1701²⁶. Trois ans plus tard, Carlo quitte toutefois le service en Suisse pour devenir conseiller privé de l'archiduc Charles et futur empereur

21. A. Borromeo, « Casati », p. 215. Borromeo mentionne deux actes de nomination : un du *Consejo de Estado* de Madrid du 25 mai 1667, un autre du *Consejo de Italia* du 1^{er} août 1667. Alfonso prend la relève le 18 mars 1668 avec la remise des lettres de créance à la Diète de Baden.

22. *Ibid.*, p. 216.

23. *Ibid.*, p. 220.

24. D. Ozanam, *Les diplomates espagnols du XVIII^e siècle*, p. 221.

25. A. Borromeo, « Casati », p. 221. Avec le soutien de l'empereur, Madrid lui offrait le poste de questeur en 1687 ; en 1688, Carlo est nommé chambellan impérial, en 1696 conseiller privé.

26. *Ibid.*, p. 222. Borromeo estime que ce sont des raisons financières qui ont poussé Carlo à cette décision.

Charles VI²⁷. Jusqu'à sa mort en 1730, Carlo mène à bien des missions en Suisse et aux Grisons aux services de Milan, de l'empereur et de l'Angleterre²⁸. Au moment de la mort de son petit-fils Gerolamo en 1795, la branche de Borgo-Lavizzaro disparaît²⁹.

II. La famille Casati – un cas particulier parmi les ambassadeurs espagnols ?

Pour déterminer le rôle de la famille Casati dans la diplomatie espagnole du XVII^e siècle, il est indispensable d'analyser la nomination et les titres attribués aux représentants de celle-ci. Cependant, les sources et les articles biographiques – tout comme la littérature secondaire – nous présentent une image quelque peu contradictoire. En effet, dans la correspondance entre les cantons, les diplomates, le gouverneur de Milan et le Conseil d'Etat de Madrid, il est arbitrairement question d'« envoyés », d'« ambassadeurs », de « résidents » ou encore de « ministres »³⁰. Nous devons supposer que ces titulatures incohérentes, qui par ailleurs apparaissent durant tout le XVII^e siècle, sont liées au statut particulier des Casati.

Dans la diplomatie espagnole, les titres étaient attachés au rang du diplomate et jouaient un rôle primordial dans les relations internationales³¹. Le statut des envoyés était déterminé par les lettres de créance et les instructions émises par le Conseil d'Etat et signées par le roi³². Contrairement aux usages de remettre les lettres de créance après une audition à la cour de Madrid, les lettres émises pour les représentants en Suisse étaient expédiées à Milan où on les traduisait et transmettait aux envoyés à Lucerne ou à Coire. Ce détour par la Lombardie s'explique premièrement par le capitulat de Milan, qui liait la Ligue d'Or à l'Espagne et auquel on fait régulièrement référence dans la correspondance, et deuxièmement par certaines compétences concernant le contenu des instructions, attribuées par Madrid au gouverneur de Milan.

27. D. Ozanam, *Les diplomates espagnols du XVIII^e siècle*, p. 221.

28. *Ibid.*, p. 38.

29. F. Calvi, « Storia e Genealogia della Famiglia Casati », table XIII.

30. Voir p. ex. ASM, Atti di governo.

31. Les informations contradictoires dans les sources exigent donc une explication. Concernant les titres voir A. Hugon, *Au service du Roi Catholique*, p. 134-139 et p. 154.

32. *Ibid.*, p. 126.

Ainsi, à plusieurs reprises, le gouverneur joignait des lettres aux instructions madrilènes, tandis que le roi d'Espagne demandait aux envoyés et aux cantons confédérés de suivre les consignes du gouverneur et ne formulait pas ses propres instructions³³. Néanmoins, dans des domaines cruciaux comme le recrutement de mercenaires, les mains du gouverneur restaient liées et la marge de manœuvre, par le manque d'instructions de la part de Madrid, était petite³⁴.

Les titres des six Casati diffèrent les uns des autres³⁵. Rudolf Bolzern et Agostino Borromeo remarquent à juste titre qu'Alfonso (le premier) et Gerolamo doivent être considérés comme « envoyés » et non comme « ambassadeurs ». Selon Borromeo, le marquis de Dogliani était le premier au XVII^e siècle à jouir du titre d'« ambassadeur ». De façon significative, il était un ambassadeur « extraordinaire »³⁶. La question de savoir si les successeurs de Dogliani, Carlo Emanuele et Francesco, portaient également le titre d'ambassadeur ne peut être vérifiée que sur la base des lettres de créance. Même si ces lettres sont à ce jour introuvables en Suisse, cette hypothèse doit du moins être mise en doute³⁷. Car manifestement, le statut des représentants espagnols se modifie avec la nomination de Carlo en 1687, comme nous le montre le recès de la Diète du 6 juillet 1687 :

33. P. ex. *Reine à Casati*, 17 avril 1674, Madrid, in AGS, Estado, leg. 3464.

34. Voir p. ex. *Duque de Osuna à Reine*, 7 juin 1674, Milan, in ASM, Atti di governo, Svizzeri, Guigno-Dicembre 1674 (carton 47).

35. Dans le répertoire de Bittner et Gross, tous les Casati sont appelés « ausserordentliche Gesandte und Botschafter an die katholischen Orte und » – hormis Carlo – « an Graubünden », ce qui ne me semble pas assez nuancé. L. Bittner und L. Gross, *Repertorium der diplomatischen Vertreter aller Länder seit dem Westfälischen Frieden*, p. 526-527. Au demeurant, selon le répertoire, le comte Giovanni Francesco Arese était « envoyé par intérim » aux cantons catholiques, tandis que le Marchese Enea Crivelli était « envoyé extraordinaire » auprès des cantons catholiques.

36. A. Borromeo, « Casati », p. 223.

37. Dans les recès, tous les successeurs de Dogliani sont qualifiés d'« ambassadeurs » ; cependant, ce sont les lettres de créance qui permettraient de vérifier ce titre. Pour le cas de Carlo Emanuele, la remise de telles lettres n'est pas évoquée ; les lettres remises lors des premières apparitions de Francesco et du second Alfonso aux Diètes n'ont pas été jointes aux originaux. Pour le cas de Francesco, une lettre du gouverneur de Milan, le *Condestable de Castilla*, a été jointe au recès. Voir StALU, TA 99 (Bd. XXXVI), fol. 139. Pour le cas d'Alfonso, une lettre de lui-même a été jointe. Voir StALU, TA 121 (Bd. LVII), fol. 83, fol. 89bis et fol. 111-112.

Es wird darauf aufmerksam gemacht, das Creditiv des Grafen Casati laute dahin, dass er rechter königlicher Ambassador in der Eidgenossenschaft sei, welche Form noch niemals gebraucht worden sei. Dann begehrt der Gesandte eine Empfehlung an den König, dass ihm das Quästorat, als Emolument eines rechten Ambassadors, ertheilt werde. Lucern wird beauftragt, die verlangte Empfehlung Namens der verbündeten Orte zu erlassen und auf den Inhalt des Creditivs gebührend zu antworten³⁸.

La précision d'« ambassadeur de droit » (*rechter Ambassador*) semble marquer la différence par rapport aux représentants antérieurs ; de plus, dans le recès original, Carlo Casati est nommé contrairement à ses prédécesseurs « excellence » (*Exzellenz*), ce qui illustre indubitablement le haut rang de ce diplomate³⁹. Par ailleurs, la recommandation susdite était couronnée de succès : quelques mois plus tard, Charles II attribue à Carlo le poste de questeur du *magistrato delle Entrate ordinarie* et assure par là le financement de l'ambassade⁴⁰.

Dans son étude sur la diplomatie espagnole au XVIII^e siècle, Didier Ozanam insiste pareillement sur le fait que Carlo était un « ambassadeur ordinaire ». Carlo apparaît alors au déclenchement de la Guerre de Succession d'Espagne comme le représentant du « réseau diplomatique proprement dit », en exclusion explicite du « réseau consulaire ». Ce dernier se distinguait du premier dans la mesure où il comprenait des « diplomates espagnols accrédités non par le gouvernement de Madrid, mais par ses représentants, gouverneurs ou vice-rois, dans ses possessions extrapéninsulaires, qui servaient en quelque sorte de relais à la métropole : [...] de Milan et de Naples [on envoyait] à Mantoue, Modène, Parme, Florence et Lucques »⁴¹. Par conséquent, en ce qui concerne les modalités de nomination des représentants espagnols en Suisse, la thèse d'une hybridité – dans le sens d'une combinaison de deux systèmes différents – s'impose. Malgré les recommandations de Milan, la nomination

38. J. Kaiser, *Amtliche Sammlung der ältern Eidgenössischen Abschiede*, t. 6/vol. 2, p. 198. Un des originaux se trouve à Lucerne : StALU, TA 137 (Bd. LXXIII), fol. 71-72.

39. StALU, TA 137 (Bd. LXXIII), fol. 71-72. L'attestation du titre d'« excellence » à Casati est d'autant plus remarquable que ce même titre avait été refusé par quelques cantons peu d'années auparavant à un certain Enea Crivelli. J. Kaiser, *Amtliche Sammlung der ältern Eidgenössischen Abschiede*, t. 6, vol. 2, p. 74-75.

40. A. Borromeo, « Casati », p. 221.

41. D. Ozanam, *Les diplomates espagnols du XVIII^e siècle*, p. 16.

formelle et les lettres de créance relevaient de la compétence de Madrid, alors que les instructions étaient établies par Milan. Carlo Casati se trouvait du moins formellement sur le même niveau que les autres « ambassades en postes »⁴². Cependant, la comparaison de ses émoluments avec ses collègues à Vienne et Venise démontre clairement que l'ambassade auprès de la Confédération helvétique et des Grisons était peu prestigieuse⁴³. Le traitement des relations avec la Suisse par les deux secrétariats du Conseil d'Etat – celui du Nord par le biais des relations avec la Flandre, celui d'Italie par le biais des relations avec le Milanais – ne facilitait par ailleurs pas la tâche d'une politique de nomination cohérente et concerne le phénomène des « composite monarchies »⁴⁴.

Finalement, les instructions données aux nonces à Lucerne nous fournissent une dernière indication concernant le statut des représentants espagnols :

S'intende Inviati, non essendovi mai stati Ambasciatori; ma qui tutti i Mistri si chiamano abusivamente Ambasciatori⁴⁵.

Ce qui est intéressant dans ces instructions du XVIII^e siècle, c'est le fait qu'elles ont été adaptées et corrigées. Ainsi, sur une même page du livret, les termes *Ambasciatori di Spagna* sont pourvus d'un astérisque et de la remarque *inviato*. Manifestement, avec le temps, l'ambassadeur est devenu un simple envoyé⁴⁶.

La nomination est directement liée à la question du réseau de clientèle des diplomates et de la représentation des intérêts de ce réseau. D'après Hillard von Thiessen, la diversité des rôles joués par les diplomates est un

42. Cependant, Ozanam parle d'un fait exceptionnel. *Ibid.*, p. 23-24.

43. *Ibid.*, p. 56-57; A. Hugon, *Au service du Roi Catholique*, p. 155. Pour les recettes des autres Casati voir F. Calvi, « Storia e Genealogia della Famiglia Casati », table XIII et R. Bolzern, *Spanien, Mailand und die katholische Eidgenossenschaft*, p. 42-46.

44. J. H. Elliott, « A Europe of Composite Monarchies », p. 48-71.

45. ASV ANLU 447 A, 12v-17r. Il s'agit là d'instructions sur le cérémonial, plus concrètement sur l'ordre de trinquer lors d'un banquet. Le texte non daté porte sur les expériences faites par les nonces au XVII^e et au XVIII^e siècle. Voir U. Fink, *Die Luzerner Nuntiaturs 1586-1873*, p. 158.

46. ASV ANLU 447 A, 12v-17r. Les cas de Juan Chumacero à Rome et d'Alonso de Cárdenas en Angleterre montrent que le titre d'un envoyé pouvait effectivement changer. Voir M. A. Ochoa Brun, « La diplomatie espagnole dans la première moitié du XVII^e siècle », p. 550.

des traits caractéristiques de la diplomatie moderne⁴⁷. Les diplomates ne représentaient jamais uniquement les intérêts de leurs souverains mais plutôt une multitude d'intérêts, en particulier ceux de leur famille. La nomination au poste d'ambassadeur supposait donc la présence d'un réseau utile. Lors de la succession de Pompeo della Croce en 1594 tout comme lors de celles de Carlo Emanuele en 1624 et d'Alfonso en 1681, les recommandations de la part du gouverneur de Milan, de l'archiduc d'Autriche et des cantons catholiques – qui représentent sans aucun doute un réseau d'une importance considérable – n'étaient pas aveuglément pris en considération par Madrid⁴⁸. Si les Casati n'entretenaient manifestement pas de relations intenses avec la cour royale, leur triple rattachement à Milan, Vienne et Lucerne portait néanmoins ses fruits à long terme. Le réseau dans les cantons catholiques et dans les Ligues grisonnes, d'une part, les assurait de la confiance des confédérés et leur donnait par conséquent un accès direct à l'information ; en même temps, ce réseau donnait aux Casati un avantage sur les autres aspirants au poste d'ambassadeur dans la mesure où il leur permettait de parfaitement connaître les circonstances déjà jugées compliquées à l'époque (voir ci-dessous). Les rapports avec l'archiduc offraient de leur côté une alternative utile en cas de crise et rendait les Casati indépendants de Milan. En outre, les Casati apparaissaient comme les intermédiaires idéaux entre le Tyrol, les Grisons, les XIII cantons et le Milanais. Finalement, le réseau dont disposait la famille à Milan permettait de connaître et défendre les intérêts lombards en Suisse concernant par exemple le commerce et le mercenariat et, bien évidemment, assurait les Casati de l'appui du gouverneur pour la nomination au poste d'ambassadeur⁴⁹.

Comme tous les diplomates de l'époque moderne, les Casati devaient eux-mêmes prendre en charge une partie considérable de leurs dépenses et étaient donc obligés de s'assurer un revenu régulier provenant de

47. H. von Thiessen, « Diplomatie vom type ancien », p. 467.

48. H. Reinhardt, *Die Correspondenz von Alfonso und Girolamo Casati*, p. LVI-LXIV. Alors que les cantons catholiques et l'archiduc Léopold appuyaient la nomination de Gerolamo, Madrid examinait pendant près de deux ans la candidature de l'évêque de Lausanne, Jean de Wattenwil. De même, lors de la nomination de Carlo, il est manifeste que le dernier mot revenait au Roi d'Espagne. Voir *Ibid.*, p. LXXIV-LXXV et note de bas de page 13, p. LXXX.

49. Les Casati ne semblent pas pouvoir compter sur un éventuel intercesseur à la cour de Madrid.

plusieurs sources, d'autant plus que le revenu tiré de Milan et du Tyrol suffisait à peine pour assurer la survie. Ces efforts passaient d'abord par une politique familiale opportune. En 1624 – à un moment délicat pour la famille après la mort du père de famille Alfonso et de Gerolamo –, le mariage de Carlo Emanuele avec la riche et influente veuve du comte Cosimo Sforza, Margheritta Besozzi, a permis d'éviter la ruine⁵⁰. Parallèlement, les Casati mobilisaient les réseaux déjà évoqués : ils se voyaient régulièrement obligés de demander des subsides aux cantons⁵¹ et à l'archiduc⁵². De ce fait, Madrid pouvait garder le chiffre des traitements relativement bas. Du point de vue de la cour d'Espagne, les Casati étaient donc des ambassadeurs « bon marché »⁵³.

Il est évident que les Casati représentaient en premier lieu les intérêts de l'Espagne et de Milan. Ils offraient aux Suisses des ressources telles que les pensions, les places au collège helvétique à Milan⁵⁴, les postes de secrétaire ou d'interprète au sein de l'ambassade ou encore le mercenariat. Les deux autres champs d'intérêts en Suisse et à la cour de l'archiduc témoignent de la diversité des rôles des représentants espagnols. Ainsi, même en tant qu'envoyé espagnol, Gerolamo pouvait ponctuellement défendre les intérêts de l'archiduc Léopold V⁵⁵, tandis que Carlo combinait le poste d'ambassadeur espagnol avec des charges impériales – du moins jusqu'à la Guerre de Succession d'Espagne. En ce qui concerne les cantons catholiques et les Liges grisonnes, les Casati défendaient également les intérêts des confédérés auprès du gouverneur de Milan et de la cour à Madrid. Cela n'avait rien d'extraordinaire en soi⁵⁶. Par ailleurs, la constitution d'un réseau diplomatique par les Suisses sans passer par les Casati était pratiquement inévitable puisque les cantons et les Liges avaient – du moins dans l'époque du deuxième Alfonso – leur

50. H. Reinhardt, *Die Correspondenz von Alfonso und Girolamo Casati*, p. LXXXIII.

51. *Cantons catholiques à Reine*, 20 novembre 1646, Lucerne, in StALU, A1 F1 (carton 101).

52. H. Reinhardt, *Die Correspondenz von Alfonso und Girolamo Casati*, p. LXXVIII-LXXIX.

53. Les documents de l'ASM démontrent cependant que Milan ne devait pas assumer tous les frais des ambassadeurs à Lucerne et à Coire mais que c'était bien Madrid qui assurait une partie importante des pensions et gratifications.

54. Concernant le collège : K. Messmer und P. Hoppe, *Luzerner Patriziat*, p. 144.

55. H. Reinhardt, *Die Correspondenz von Alfonso und Girolamo Casati*, p. LIX.

56. H. von Thiessen, « Diplomatie vom type ancien ».

propre agent à Madrid qui défendait leurs intérêts et qui leur procurait l'accès à la cour lors des ambassades extraordinaires⁵⁷. En revanche, l'envoi de plusieurs lettres de recommandation par les cantons catholiques pour la nomination des Casati au poste de représentant espagnol est un fait exceptionnel dans les rapports entre le diplomate et les Confédérés. Ce procédé transforme les cantons en patrons et les Casati en clients alors que le contraire devrait être le cas, vu la transmission des ressources. D'une façon analogue, la double fonction de représentant auprès de deux Etats différents est elle aussi exceptionnelle, d'autant plus qu'il s'agit de Républiques⁵⁸. Enfin, l'intégration d'Alfonso (le deuxième) au patriciat de Lucerne est tout à fait inhabituelle. Dans une perspective de loyauté, nous pouvons du moins supposer que ces honneurs ne correspondaient pas aux intérêts de Madrid.

Finalement, les Casati défendaient également leurs propres intérêts. Alors que le poste d'ambassadeur était considéré par la noblesse de la monarchie espagnole en premier lieu comme un élément du *cursus honorum* en vue d'un poste lucratif à la cour de Madrid, les Casati convoitaient le poste même. En tant que porteurs d'un titre de comte plutôt insignifiant, ils ne pouvaient guère aspirer à des charges plus significatives au sein de l'administration de la monarchie. Le poste d'ambassadeur – et, de surcroît, la charge de questeur à Milan – leur assuraient les rentes et l'honneur. Contrairement aux autres ambassadeurs de la couronne espagnole, la défense de leurs propres intérêts signifiait pour les Casati le maintien du poste d'ambassadeur. D'une manière habile et calculatrice, les membres des quatre générations introduisaient leurs fils ou neveux comme secrétaires dans le corps diplomatique, stratégie qui rappelle le système que Lucien Bély a qualifié comme « anglais »⁵⁹.

57. Il s'agit de Giovanni Baptista Cassani. Voir p. ex. StALU, A1 F1 (carton 100). Concernant la fonction de ces agents, dont l'importance ne saurait être sous-estimée, en particulier pour les villes, voir Ch. Windler, « Städte am Hof », p. 229 et p. 248. Le système décrit par Windler s'applique probablement aussi aux rapports entre les cantons catholiques et la cour de Madrid.

58. Pour qualifier les rapports entre les représentants d'une monarchie et ceux d'une république ou la conscience d'une différence culturelle entre ces deux systèmes, von Thiessen parle de « desiderata ». Voir H. von Thiessen, « Diplomatie vom type ancien ».

59. L. Bély, *Guerre et Paix dans l'Europe du XVII^e siècle*, p. 66. La prise en charge d'une ambassade par un secrétaire était également possible dans le service diplomatique espagnol, mais pas au sein d'une même famille. Voir M. A. Ochoa Brun, « La diplomatie espagnole dans la première moitié du XVII^e siècle », p. 551.

La diversité des rôles et le vaste réseau de contacts rendaient cette famille lombarde relativement indépendante et ses membres indispensables pour le service espagnol en Suisse. Néanmoins, ils n'étaient pas les seuls à représenter la couronne espagnole auprès du corps helvétique et des Liges grisonnes. Les missions extraordinaires telles que celle de Saavedra Fajardo durant la Guerre de Trente Ans pour l'Espagne ou encore celle de Dom Juan de Watteville en 1668 pour la Franche-Comté ne sont que les plus connues parmi une multitude de missions de la monarchie espagnole en Suisse⁶⁰. En outre, les Casati ont régulièrement été soutenus par des ministres milanais, en particulier dans les négociations avec les Liges grisonnes⁶¹. Par ailleurs, nous avons vu que des personnages tels que Dogliani ou encore Arese ont à plusieurs reprises été préférés aux Casati. En conséquence, il faut également tenir compte de la question des aptitudes individuelles des Casati. En effet, à part le réseau efficace dont ils disposaient, ce sont les aptitudes et les circonstances qui différenciaient les Casati des autres diplomates. Deux lettres de recommandation de la part des cantons catholiques pour la nomination de Carlo Emanuele font apparaître les éléments suivants⁶² : Carlo connaissait la langue et les affaires (*der Gescheften khundt, Scienz underschydenlicher Sprachen*), était né en Suisse, y avait grandi et y était particulièrement apprécié (*erboren, uferzogen und sonderlich geliebt*). Vertueux et de famille ancienne, il avait récolté divers mérites et était capable de négocier avec tous les cantons helvétiques (*Habilitet und Tauglichkeit mit aller dieser unserer Orten zu handeln*), qualité jugée particulièrement importante (*ein Sach grossen Bedenkens*). La capacité d'être présent à Lucerne et à Coire donnait à la famille un avantage décisif. Il est intéressant de constater que les cantons agissent dans les mêmes

60. R. Bolzern, « Saavedra und die Schweiz » ; F. Pernot, *La Franche-Comté espagnole*, p. 263-264. Ainsi, dans les années 1620, Gerolamo Casati (accrédité par Madrid et Milan) et Adrian Thomassin (accrédité par la gouvernante des Pays-Bas, l'infante Isabelle d'Espagne) étaient présents en même temps dans les Liges grisonnes. Au lieu de négocier l'un aux côtés de l'autre, ils s'opposaient l'un à l'autre. La question du contrôle des services diplomatiques par Madrid se pose, pour cet exemple, d'une manière particulièrement claire. Voir H. Reinhardt, *Die Correspondenz von Alfonso und Girolamo Casati*, p. LXII-LXIII.

61. A. Wendland, *Der Nutzen der Pässe und die Gefährdung der Seelen*, p. 220-221.

62. Cité de H. Reinhardt, *Die Correspondenz von Alfonso und Girolamo Casati*, p. LXXXI (note 14). La lettre est datée du juin 1624.

lettres de recommandation en tant que patrons de Carlo Casati en assurant au Roi d'Espagne que la nomination de Carlo ferait honneur à la couronne et accroîtrait sa dignité (*zu Uffnung und Meerung der Hochheit königlicher Cron reichen würdt*). Le réseau des Casati n'était donc pas une relation verticale entre le patron et le client depuis Madrid par l'intermédiaire de Milan jusqu'à Lucerne et les divers cantons catholiques, mais il se présente plutôt comme une structure dynamique de rapports individuels et réciproques sur la base du *do ut des*. Du point de vue de Madrid, les Casati apparaissaient peut-être en raison de leurs origines, de leurs capacités et de leur statut comme les candidats idéaux pour occuper le poste de représentant, d'autant plus qu'il était nécessaire de contourner l'obstacle républicain à Lucerne et à Coire et que les cantons ne disposaient pas de « cour helvétique » qui aurait rendu nécessaire la présence de courtisans⁶³.

La diplomatie espagnole au XVII^e siècle en Suisse ne saurait être envisagée dans cette seule perspective des acteurs. Même si des arguments structurels tels que le mercenariat, le passage des troupes, les langues, le système des alliances ou encore le républicanisme conditionnaient à plus d'un titre le recrutement et la position des diplomates étrangers, les Casati semblent avoir trouvé ou plutôt créé une niche qui les plaçait en dehors du système ordinaire de la diplomatie espagnole. Enfin, l'exemple des Casati confirme d'une façon particulièrement évidente que les diplomates de l'époque moderne n'étaient pas uniquement des exécuteurs de la politique d'un prince respectivement d'une entité publique et, par cela, des agents importants du processus de modernisation⁶⁴, mais plutôt des acteurs avec divers rôles et intérêts.

Andreas BEHR
Université de Fribourg

63. Voir ci-dessus note 58.

64. H. von Thiessen, « Diplomatie vom type ancien ».

BIBLIOGRAPHIE

Sources

- AGS: Archivo General de Simancas, Estado, leg. 3464.
 ASM: Archivio di Stato di Milano, Atti di governo, Trattati, potenze estere, Svizzeri e Griggioni.
 ASV: Archivio Segreto Vaticano, ANLU, 447 A.
 StALU: Staatsarchiv Luzern, TA 99 (Bd. XXXVI), TA 121 (Bd. LVII), TA 137 (Bd. LXXIII).
 StALU: Staatsarchiv Luzern, A1 F1.

Etudes

- BÉLY, Lucien (éd.), *Guerre et Paix dans l'Europe du XVII^e siècle*, Paris, Sedes, 1991.
 BITTNER, Ludwig und GROSS, Lothar (Hrsg.), *Repertorium der diplomatischen Vertreter aller Länder seit dem Westfälischen Frieden (1648)*, t. 1, Oldenburg, Gerhard Stalling, 1936.
 BOLZERN, Rudolf, *Spanien, Mailand und die katholische Eidgenossenschaft: militärische, wirtschaftliche und politische Beziehungen zur Zeit des Gesandten Alfonso Casati (1594-1621)*, Luzern/Stuttgart, Rex-Verlag, 1982.
 —, «Saavedra und die Schweiz», in *Siglo de Oro – Decadencia. Spaniens Kultur und Politik in der ersten Hälfte des 17. Jahrhunderts*, hrsg. von Heinz Duchhardt und Christoph Strosezki, Wien/Köln/Weimar, Böhlau, 1996, p. 75-88.
 BORROMEO, Agostino, «Casati», in *Dizionario biografico degli Italiani*, vol. 21, Roma, Istituto della Enciclopedia italiana, 1978.
 CALVI, Felice, «Storia e Genealogia della Famiglia Casati», in *Famiglie notabili milanesi*, a cura di Felice Calvi, Bologna, Forni editore, 1969 (Ristampa), vol. 4, p. 1-17.

- ELLIOTT, John H., « A Europe of Composite Monarchies », *Past & Present*, 137/1 (1992), p. 48-71.
- FINK, Urban, *Die Luzerner Nuntiatur 1586-1873: Zur Behördengeschichte und Quellenkunde der päpstlichen Diplomatie in der Schweiz*, Luzern/Stuttgart, Rex-Verlag, 1997.
- HBL = *Historisch-Biographisches Lexikon der Schweiz*, « Casati », Neuenburg, Victor Attinger, 1924, vol. 2, p. 503-504.
- HUGON, Alain, *Au service du Roi Catholique. « Honorables ambassadeurs » et « divins espions ». Représentation diplomatique et service secret dans les relations hispano-françaises de 1598 à 1635*, Madrid, Casa Velázquez, 2004.
- KAISER, Jakob (Hrsg.), *Amtliche Sammlung der ältern Eidgenössischen Abschiede*, t. 5, vol. 2, Basel, C. Schulze, 1895.
- , *Amtliche Sammlung der ältern Eidgenössischen Abschiede*, t. 6, vol. 2, Einsiedeln, Wyss/Eberle, 1882.
- MESSMER, Kurt und HOPPE, Peter (Hrsg.), *Luzerner Patriziat: sozial- und wirtschaftsgeschichtliche Studien zur Entstehung und Entwicklung im 16. und 17. Jahrhundert*, Luzern/München, Rex-Verlag, 1976.
- OCHOA BRUN, Miguel Angel, « La diplomatie espagnole dans la première moitié du XVII^e siècle », in *L'Europe des traités de Westphalie. Esprit de la diplomatie et diplomatie de l'esprit*, éd. Lucien Bély, Paris, PUF, 2000, p. 537-554.
- OZANAM, Didier, *Les diplomates espagnols du XVIII^e siècle. Introduction et répertoire biographique (1700-1808)*, Madrid/Bordeaux, Casa Velázquez, 1998.
- PERNOT, François, *La Franche-Comté espagnole: à travers les archives de Simancas, une autre histoire des Franc-Comtois et de leurs relations avec l'Espagne, de 1493 à 1678*, Besançon, Presses Universitaires de Franche-Comté, 2003.
- REINHARDT, Heinrich, *Die Correspondenz von Alfonso und Girolamo Casati, spanischen Gesandten in der Schweizerischen Eidgenossenschaft mit Erzherzog Leopold V. von Oesterreich, 1620-1623: ein Beitrag zur schweizerischen und allgemeinen Geschichte im Zeitalter des dreissigjährigen Krieges*, Freiburg, Commissionsverlag der Universitätsbuchhandlung, 1894.

- ROTT, Edouard, *Histoire de la représentation diplomatique de la France auprès des cantons suisses, de leurs alliés et de leurs confédérés*, t. 2-10, Berne, Staempfli, 1902-1935.
- SELLA, Domenico e CAPRA, Carlo (a cura di), *Il Ducato di Milano dal 1535 al 1796*, Torino, Cane Tipografia Litografia, 1984.
- THIESSEN, Hillard von, «Aussenpolitik im Zeichen personaler Herrschaft. Die römisch-spanischen Beziehungen in mikropolitischer Perspektive», in *Römische Mikropolitik unter Papst Paul V. Borghese (1605-1621) zwischen Spanien, Neapel, Mailand und Genua*, hrsg. von Wolfgang Reinhard, Tübingen, Max Niemeyer Verlag, 2004, p. 21-177.
- , «Diplomatie vom type ancien. Überlegungen zu einem Idealtypus des frühneuzeitlichen Diplomaten», in *Akteure der Aussenbeziehungen: Netzwerke und Interkulturalität im historischen Wandel*, hrsg. von Hillard von Thiessen und Christian Windler, Wien/Köln/Weimar, Böhlau, 2010, p. 465-497 (Externa, Bd. 1).
- WENDLAND, Andreas, *Der Nutzen der Pässe und die Gefährdung der Seelen. Spanien, Mailand und der Kampf ums Veltlin (1620-1641)*, Zürich, Chronos, 1995.
- WINDLER, Christian, «Städte am Hof. Burgundische Deputierte und Agenten in Madrid und Versailles (16.-18. Jahrhundert)», *Zeitschrift für Historische Forschung*, 30 (2003), p. 207-250.